

CITIZEN

APPEL

Pour la Tunisie. Pour la Méditerranée.

ASTM/woxx

L'ONG luxembourgeoise Action Solidarité Tiers Monde (ASTM) vient de publier un appel émanant d'intellectuels d'origine nord-africaine.

Le peuple tunisien s'est soulevé pour sa liberté et pour sa dignité.

Oui, de telles insurrections sont encore possibles aujourd'hui. Elles sont nécessaires. Elles sont prometteuses. Mais elles sont menacées, car elles remettent en question de puissants intérêts locaux et les structures d'un ordre international établi qui les redoute et travaille d'embellée à les écraser ou à les dévoyer. Elles ont besoin d'unité, de détermination, de lucidité et de solidarité.

Après vingt-trois années de « passivité » apparente, en quelques jours de lutte héroïque et intelligente, sans peur de la répression, sans inflation idéologique, les citoyens et citoyennes de Tunisie - chômeurs avec ou sans diplômes, ouvriers, étudiants, professeurs, avocats, fonctionnaires, commerçants, soldats - ont abattu une dictature brutale et corrompue, ruineuse pour leur pays et honteuse pour leur terre de vieille civilisation, qui se maintenait au pouvoir en bénéficiant du soutien des organismes financiers, des Etats et des alliances militaires de la région, des experts de la « gouvernance » mondiale.

Cette révolution - car c'en est une - ouvre des perspectives nouvelles, profondément encourageantes pour le peuple tunisien, qui peut maintenant redevenir maître de son sort, restaurer les libertés individuelles et syndicales, régénérer les institutions démocratiques, recouvrer les biens volés ou accaparés par le clan présidentiel, s'attaquer au clientélisme, mobiliser les ressources du pays au service du développement et de la lutte contre la pauvreté. Elle est une source d'inspiration pour les voisins qui, à des titres divers, affrontent des problèmes comparables, que ce soit au Sud ou au Nord de la Méditerranée. Elle contribue à créer les conditions d'un nouveau régime de relations internationales, incluant la gestion commune des problèmes de migrations, de sécurité, de coopération économique et culturelle, et associant sur un pied d'égalité des peuples souverains, éclairés, épris de justice et de progrès.

Mais trois conditions au moins sont requises pour que de telles perspectives se concrétisent. Ne nous cachons pas qu'elles n'ont rien de garanti.

La première, c'est que les Tunisiens ne voient pas leur insurrection démocratique réprimée ou dévoyée par les représentants du système à qui le dictateur en fuite a transmis les instruments du pouvoir, et qui pourraient prendre prétexte de « l'anarchie » - au besoin, la provoquer - pour interrompre la transition démocratique. Il faut que se lèvent au sein du peuple les dirigeants à qui il pourra faire confiance pour la difficile navigation qui s'annonce.

La seconde, c'est qu'elle ne soit pas étranglée de l'extérieur par des pressions militaires, politiques et économiques conjointes. Déjà, des agences d'évaluation annoncent la « dégradation » de la note tunisienne sur les marchés financiers, et des voix s'élèvent pour signaler les risques qu'un changement de régime en Tunisie ferait courir au « front anti-terroriste ».

La troisième, donc, c'est que les opinions publiques et les gouvernements du monde, et notamment ceux du pourtour méditerranéen et de l'Union européenne expriment clairement leur soutien à la transition démocratique en cours et en fassent aussi leur cause. Nous les appelons à s'engager résolument dans cette voie, en même temps que nous formons des vœux ardents pour la réussite du changement qui vient de commencer à Tunis.

Premiers signataires : Tewfik Allal, syndicaliste, Etienne Balibar, professeur émérite de l'université Paris-X-Nanterre, Fethi Benslama, psychanalyste, Faouzia Charfi, professeur à la faculté des sciences de Tunis, Khadjia Chérif, présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD), Luciana Castellina, François Géze, éditeur, Mohammed Harbi, historien, Abdellatif Laabi, écrivain, Jean-Marc Lévy-Leblond, physicien et essayiste, Giacomo Marramao, philosophe, Edgar Morin, Josep Ramoneda, politologue, Rossana Rossanda, Rajae Aboulaïch, Didier Arnal, Eliane Becache, Amel Ben Abda, Hazem Ben Aïssa, Esther Benbassa, Zohra Ben Lakhdar-Akrout, Fethi Benslama, Rudolf Bkouche, Sadok Ben Rejeb e.a.

SHORT NEWS

Circulez, y a rien à voir !

Le poste de directeur de l'Institut Pierre Werner (IPW), cette structure trinationale franco-luxo-allemande, semble très convoité. Sinon, comment expliquer qu'Anne Brasseur, l'ex-ministre libérale de l'éducation de sinistre mémoire, se soit mise à scier les pieds de la chaise où trône en ce moment encore Mario Hirsch, proche de la même famille politique ? Brasseur a fait couler pas mal d'encre ces dernières semaines, en rédigeant une question parlementaire à l'encontre de la ministre de la culture. Dans cette question, elle faisait état de « problèmes de gestion » au sein de l'IPW, une raison pour laquelle les ambassadeurs d'Allemagne et de France auraient sollicité une entrevue avec le ministère. Dans sa réponse, Octavie Modert fait pourtant disparaître les nuages gris qui planaient sur l'IPW et s'en lave en même temps les mains. Ainsi, elle confirme le contact avec les diplomates, mais rassure que « Les problèmes soulevés sont juridiquement du ressort du conseil d'administration de l'asbl, en sorte qu'il ne m'appartient pas d'intervenir dans les actions que celui-ci envisage en vue de leur solution ». Un problème qui sera résolu, puisque Guy Dockendorf, ancien conseiller d'Octavie Modert siège aussi dans le conseil d'administration de l'IPW. De toute façon, Modert assure que les différents gouvernements continueraient « à soutenir ensemble ce projet symbolique ». La messe est dite.

Cours palliatifs

Apparemment, il y avait comme un petit problème de communication à la Chambre des députés ce mercredi. Plusieurs députés, dont la ministre de l'éducation Mady Delvaux-Stehes (LSAP), à laquelle s'adressait l'heure d'actualité demandée par Eugène Berger (DP), se sont étonnés que le débat ne portait pas, comme son intitulé l'indiquait pourtant, sur l'éducation morale et sociale dans son ensemble, mais plus précisément sur un projet pilote dans deux classes de deux communes organisé par Omega90, l'association de promotion des soins palliatifs. Mais soit : ce qui piquait particulièrement le député libéral, c'est que cette association, « dont certains membres ont activement participé à la mobilisation contre la proposition de loi sur l'euthanasie », puisse se voir accorder un projet sur une semaine pour évoquer la mort et le deuil auprès d'élèves du troisième cycle de l'enseignement fondamental. La ministre réfuta toutefois l'accusation du manque de neutralité de ladite organisation, rappelant que des associations telles que la Croix-Rouge ou l'Amiperas en font partie « et qui, que je sache, ne sont pas adeptes d'un cléricisme chevronné ». L'intervention de Fernand Kartheiser (ADR), qui salua l'initiative d'Omega90, avait au moins le mérite de la clarté : « Il n'y a pas de neutralité en matière de valeurs ». Quant à André Hoffmann (Lénk), il a refusé de mener un procès d'intention contre Omega90, tout en se demandant comment ses représentants réagiraient lorsque des élèves les confronteraient à la question de l'euthanasie.

Pimp it up!

Die Stadt Luxemburg hat ihre Internetseite www.vdl.lu aufgefrischt. Ziel sei es, eine größere Vielfalt an Informationen zu liefern und transparenter in der Anwendung zu werden, erklären die Verantwortlichen in einem Communiqué. Und last but not least soll die neue Seite auch dem aufpolierten Marketingimage der „multiplicity“-Stadt entsprechen, einer „capitale jeune, dynamique et aux multiples facettes“. Das Angebot der Internetseite ist dabei in drei Kategorien aufgeteilt: Man richtet sich an jene die die Stadt besuchen, die in der Stadt leben sowie an jene, die hier arbeiten. Das grafische Layout der Seite ist dabei eher minimalistisch gehalten und wirkt nicht unbedingt dynamisch. Aber vor allem erscheint die Seite bisher nur in französischer Sprache. Die Verantwortlichen haben jedoch versprochen, an einer Optimierung der Seite zu arbeiten. Wie man es nicht machen sollte, davon zeugt die Internetseite (www.chd.lu) der „Chambre des députés“. Diese ist nach ihrem Facelifting nicht wesentlich Userfreundlicher geworden - im Gegenteil.